

L'hon. M. HOWE: Le ministère des Munitions et approvisionnements compte actuellement environ 2,500 employés, et celui de la Reconstruction un peu moins de 300. Après la fusion, le nouveau ministère aura un personnel de quelque 2,500 employés au 1er janvier, et d'environ 2,000 au 1er avril.

M. BOUCHER: Radio-Canada et Air-Canada relèvent-elles de ce ministère?

L'hon. M. HOWE: Je n'ai rien à voir à Radio-Canada.

M. BOUCHER: Pas même en ce qui concerne les permis?

L'hon. M. HOWE: Cela relève de la loi de la radiodiffusion. La division des services aériens du ministère des Transports m'a été confiée en vertu de la loi des transferts de fonctions adoptée en 1939.

M. CASE: Le ministère des Munitions et approvisionnements est appelé à disparaître?

L'hon. M. HOWE: Oui, il disparaîtra avec la fusion. Lorsque la Chambre aura adopté le bill, le ministère des Munitions et approvisionnements deviendra le ministère de la Reconstruction et des approvisionnements, également de caractère temporaire. Nous espérons que tous les ministères qui m'ont été confiés disparaîtront d'ici quelques années.

M. CASE: La Wartime Housing relèvera de ce ministère?

L'hon. M. HOWE: Oui.

M. CASE: Air-Canada sera transférée au nouveau ministère?

L'hon. M. HOWE: Air-Canada continuera à relever du ministère des Transports, bien que la direction de ce service m'ait été confiée sous le régime de la loi des transferts de fonctions.

M. JACKMAN: Le ministre nous a dit que le ministère des Munitions et approvisionnements comptait 2,500 employés, et celui de la Reconstruction 300. Cependant la Wartime Housing emploie également un certain nombre d'ouvriers. Ceux-ci ne sont-ils pas, en somme, à l'emploi de l'Etat et n'est-ce pas les contribuables qui acquittent leurs salaires hebdomadaires? N'en est-il pas de même dans le cas de Polymer et autres sociétés de la Couronne qui fabriquent divers produits?

L'hon. M. HOWE: Non. Les chiffres que j'ai donnés s'appliquent aux employés du ministère, non aux effectifs des compagnies de la Couronne.

M. JACKMAN: Seulement au personnel administratif? Le ministre peut-il nous dire le nombre de ceux qui sont au service et

[M. Jackman.]

touchent des appointements du Gouvernement, outre ceux qui appartiennent au service administratif des deux ministères?

L'hon. M. HOWE: Il est un peu irrégulier de dire que les employés de ces compagnies constituent un fardeau pour les contribuables, car la Polymer leur rapporte un beau revenu et de même la plupart des compagnies de la Couronne, en particulier, l'Allied War Supplies. Nous serions dans une situation très heureuse si les contribuables avaient quelques autres entreprises aussi prospères.

M. BLACKMORE: Je n'ai pas saisi les paroles du ministre.

L'hon. M. HOWE: L'honorable député de Rosedale aime à croire que toute entreprise exploitée par l'Etat est un fardeau pour les contribuables et je disais que nous en avons quelques-unes qui leur sont une source de revenus.

M. JACKMAN: L'insinuation est du ministre, non de moi. J'ai simplement demandé le nombre de ceux qui figurent sur les listes de paye du Gouvernement en travaillant pour le compte de sociétés appartenant à l'Etat. J'aimerais connaître le nombre approximatif, si le Gouvernement le possède, de ceux qui, sous son autorité, sont à l'emploi de compagnies de la Couronne relevant de ces deux ministères.

L'hon. M. HOWE: Je ne saurais dire. Actuellement, la Polymer compte environ 800 employés et les Research Enterprises à peu près 3,000. L'honorable député veut-il le nombre des ouvriers affectés à la construction de maisons du temps de guerre?

M. JACKMAN: Je vous en prie.

L'hon. M. HOWE: Je ne le connais pas. Tous les ouvriers sont à l'emploi d'entrepreneurs, et j'ignore combien il y en a.

M. JACKMAN: Sous la direction d'entrepreneurs privés?

L'hon. M. HOWE: Oui. La Wartime Housing ne construit rien elle-même. Dans le cas de l'Allied War Supplies, je crois qu'au moins trois mille ouvriers y travaillent. Ces renseignements donnent une bonne idée de la situation.

M. MacNICOL: Le ministre disait tantôt que plusieurs sociétés de la couronne contribuent aux impôts. Je désire commenter brièvement cette déclaration car, l'autre soir, il a laissé entendre au sujet de la Polymer que cette société réalisait à peu près ses frais d'exploitation. Le ministre n'entend sûrement pas dire au comité que les placements dans la Polymer rapportent quelque chose à l'Etat.